



Pour ne plus subir ! Pour agir ! Je me syndique à la CGT !

# RENCONTRE AVEC LE PRÉFET JEUDI 3 MAI 2018

(10h30 – 11h45)



<http://cgt-ford.com> - Jeudi 3 mai 2018

Avec la Direccte (directrice régionale)

Et l'ensemble des syndicats au grand complet : FO (2) – CFDT (2) – CFTC (2) – CFE/CGC (2) – CGT (Gilles, Philippe) - Secrétaire CE (Gilles) + Gérard notre expert Secafi.

**Intro rapide du Préfet :** Confirmation que les pouvoirs publics travaillent pour assurer un plan de charge jusqu'à fin 2019 et qu'il n'est pas question de rechercher un repreneur, qu'ils n'ont d'ailleurs aucune information à ce sujet-là même s'il voit bien que certains semblent en avoir. Le délégué inter-ministériel est en ce moment à Cologne pour rencontrer Ford Europe (pourquoi l'apprenons-nous maintenant ? transparence ?). Il reconnaît que la situation n'est pas bonne.

Il ne comprend pas la stratégie de Ford, il reconnaît que les pouvoirs publics se demandent ce qui se passe. Que veut vraiment Ford ? Est-ce que Ford se prépare à fermer l'usine ? Il n'a aucune information du gouvernement, aucun retour du voyage en Amérique ? Rien sur une éventuelle rencontre entre le gouvernement et les dirigeants de Ford Monde.

Pour résumer, les pouvoirs publics sont à la manœuvre mais pour l'instant il n'y a pas de résultat.

**Discussion :** le Préfet nous demande si nous avons du neuf ? Nous lui confirmons que nous n'en avons pas directement. Nous apprenons des infos par les médias dont on ne sait pas le niveau de crédibilité, comme par exemple l'info (vraie ou pas) que Ford n'a pas rencontré le ministre Lemaire « pour des raisons d'agenda ». Tout cela n'est pas sérieux.

Préfet, élus locaux, pouvoirs publics semblent désemparés, ne comprenant pas la position de Ford, ne semblant pas savoir comment agir dans cette situation.

L'expert Sécafi pose le problème Ford veut aller vers un repreneur mais sans activité donc non viable. A l'exemple de GM à Strasbourg en 2013, c'est au minimum un contrat d'activité qu'il faut sur plusieurs années, le rôle de l'Etat c'est d'agir en ce sens.

**Cgt :** inquiétude d'entendre et voir les pouvoirs publics sans info, sans idées, dans la position d'attente, sans comprendre. Plus le temps passe et moins on fera, plus ce sera dangereux car Ford aura une marge de manœuvre énorme. En fait Ford veut partir depuis 10 ans et ne sait pas comment faire, visiblement ils veulent le faire proprement, sont embêtés par la résistance même faible. Nous regrettons de ne pas être assez mobilisés pour mettre la pression. Mais pour nous, il y a une bataille à mener, nous salariés et syndicats, et nous avec les pouvoirs publics ? Comment faire ? Nous regrettons d'avoir aussi peu d'informations même du côté des pouvoirs publics. Est-ce que les pouvoirs publics connaissent le total des aides publiques en 45 ans ? Est-ce que l'Etat menace Ford d'annuler les contrats publics ? Est-ce que l'Etat menace de garder l'usine ?

Mise en alerte sur une situation difficile pour des salariés, des délégués, suite à des pressions pour faire reprendre le travail, avec chantages et menaces de sanction, des rapports sur des délégués Cgt notamment, il y a eu une réunion extraordinaire du CHSCT, on en avait parlé à la Direccte, on va envoyer un courrier à l'inspection du travail pour alerter et demandé une médiation.

**Préfet =** Pas possible de connaître le total des aides publiques. Préfet confirme qu'il faut pour agir contre le harcèlement des délégués surtout dans cette période de paradoxes. Il pense organiser un prochain Comité de Suivi début du mois de juin.

**Commentaire :** Nous sommes loin des discours déterminés du gouvernement et des élus locaux de fin février. Il se passe quelque chose de logique : moins nous ferons de bruit et moins nous bousculerons pouvoirs publics et Ford, moins ils se sentiront obligés d'agir pour sauver l'usine. Plus nous nous taisons et plus nous laisseront une marge de manœuvre importante à Ford qui préparera son départ tout tranquillement. Nous payons quelque part l'absence de mobilisation. Si nous ne nous occupons pas de nos emplois, il y a peu de chance que ces gens-là le fassent à notre place. C'est notre boulot qui est en jeu, pas le leur. Nous le redisons, si nous avons une chance de changer la donne c'est par notre lutte. Donc à nous salariés, d'en discuter avec nous, avec les autres syndicats. Si nous n'agissons pas dans les semaines qui viennent, nous risquons très fort les désillusions.